

Gérard Mordillat
présente

LE FASCISME

de Mussolini

LE RETOUR
DU FASCISME
DANS LA FRANCE
CONTEMPORAINE

Préface : Le fascisme mode d'emploi

» *Le fascisme est comme la guerre et comme le chômage : l'enfant maudit de la concurrence et du profit, c'est-à-dire du régime capitaliste* » (Amédée Dunois, *Le Populaire*, journal clandestin, 1943).

Qu'est ce que le fascisme ?

Est-il d'actualité aujourd'hui en France ?

La publication de ce livre doit permettre aux lectrices et aux lecteurs curieux et parfois inquiets des évolutions du monde contemporain de se forger leur propre opinion. Le fascisme fut au pouvoir, en Italie, entre 1922 et 1945. Benito Mussolini, le créateur du fascisme, de l'idéologie fasciste est le chef historique de ce mouvement. Sa vie et son œuvre sont des témoignages essentiels sur la nature du fascisme et de son idéologie.

Premièrement : le fascisme est une forme particulière de nationalisme. Il n'y a pas de fascisme sans nationalisme mais il y a différentes formes de nationalisme qui ne sont pas du fascisme. Deuxièmement : contrairement au libéralisme, le fascisme est une forme de nationalisme qui exalte le rôle central de l'État. Le fascisme est un nationalisme étatiste mais cette caractéristique n'est pas suffisante. Certaines formes de nationalisme étatiste ne sont pas du fascisme. Troisièmement : le fascisme affiche un programme social. Il n'y a pas de fascisme sans programme social. Son programme opère une synthèse puissante, neuve et mouvante entre le nationalisme, l'étatisme et le social. Enfin, le fascisme qui se prétend « ni de droite, ni de gauche ! », rejette la droite libérale et la gauche marxiste. Il revendique une posture, soi-disant antisystème, de « troisième voie », sans remettre en cause l'ordre social ni sa hiérarchie au sommet de laquelle domine le chef.

Mussolini arrive au pouvoir en 1922, la dictature est instaurée en 1924 mais c'est seulement en 1938 que sont édictées en Italie les lois antisémites et les juifs sont chassés du Parti National Fasciste alors qu'un tiers d'entre eux en était membres. Contrairement à une idée reçue, le fascisme ne repose donc pas initialement sur le racisme et l'antisémitisme. Ce n'est qu'une fois arrivé au pouvoir que les juifs, les syndicalistes, les socialistes, les communistes, les Ethiopiens, les slaves, les tziganes, les Roms, les handicapés, les homosexuels, les journalistes et tous ceux qui défendent l'égalité, la liberté et la fraternité du genre humain sont emprisonnés, torturés, massacrés.

Benito Mussolini meurt en 1945 mais contrairement à une autre idée reçue, le fascisme ne meurt pas avec lui.

En France, le Front National de Jean-Marie Le Pen, héritier de Pierre Poujade, se voulait nationaliste, anti-étatiste et syndicalophobe, en cela il était ouvertement d'extrême-droite. A la manière d'un Ronald Reagan, il jugeait qu'il y avait trop d'État, trop de fonctionnaires, trop d'aides sociales etc. L'arrivée à la tête du Front National de sa fille et de Florian Philippot change radicalement la donne et opère une véritable volte-face. La question de l'État devient l'enjeu d'une bataille idéologique.

Une bataille que Jean-Marie va perdre.

Désormais - depuis 2011 - sous la direction de Marine Le Pen, le programme du Front National reconnaît une place centrale à l'État. De plus, le Front National prétend accorder une place importante au social. Une fois au pouvoir, il promet de procéder à des augmentations des salaires, à une revalorisation des retraites et de donner la priorité au logement et à l'emploi des Français. Contre les immigrés, les migrants et l'islam radical, au nom de l'identité nationale, du patriotisme, du souverainisme ou du nationalisme, le Front National tente de réaliser l'union nationale de toutes les classes sociales en reprenant le vieux slogan fasciste « ni droite, ni gauche ! ». Dans le même temps, il s'emploie à mettre à distance l'antisémitisme et le racisme de nombre de ses militants historiques, les crânes rasés, la violence de rue et les saluts le bras tendu comme à l'époque de Mussolini.

Le folklore disparaît, l'idéologie se radicalise.

Dans le programme du Front National, les données fondamentales du fascisme sont désormais réunies : le nationalisme, l'étatisme, le social et « Ni droite, ni gauche ! ».

Dès lors : peut-on qualifier le parti de Marine Le Pen de fasciste ?

En France, presque partout en Europe, aux États-Unis, le nationalisme prolifère suite aux échecs répétés du libéralisme à nous sortir de la crise économique, sociale, écologique et politique. Les partis de droite et d'extrême droite se nourrissent de la galaxie nationaliste en expansion. La nébuleuse fasciste, la « fachosphère » en plein essor alimente la croissance de partis d'extrême-droite et de partis fascistes décidés à conquérir le pouvoir.

Mais le danger du fascisme n'est pas uniquement celui que l'on peut craindre des organisations d'extrême-droite ; c'est un danger bien plus grave. En France, aujourd'hui, existent les prémisses d'un fascisme gouvernant l'action et les services publics : la police, la gendarmerie, les services de renseignement, l'armée, la justice, les services sociaux, jusqu'à la chambre des députés, le sénat et la présidence de la république... Un fascisme inscrit au cœur de l'État face auquel il n'y aurait plus d'alternative.

Le retour du fascisme dans la France contemporaine

Pour la plupart d'entre nous, le mot « fascisme » évoque d'abord Mussolini puis, par extension, Hitler, le national-socialisme, les hommes en chemise brune détruisant les synagogues et brisant les vitrines des magasins juifs. Le nazisme de Hitler est un fascisme spécifique où le racisme, et en particulier l'antisémitisme, jouent un rôle central. La lutte des races est au cœur du fascisme de Hitler alors qu'elle est absente du fascisme de Mussolini dans ce texte de 1932 comme dans ses actes jusqu'aux lois antisémites de 1938.

En Grèce, en Hongrie, en Autriche, en Slovaquie, en Norvège, voire au Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Suisse ou en Belgique... une poignée de nostalgiques se réclame aujourd'hui du nazisme. Des partis néo-nazis désignés comme tels obtiennent des voix aux élections et sont représentés dans les chambres élues. Fort heureusement ce n'est pas le cas en France où le national-socialisme d'Hitler n'est pas de retour à l'Assemblée Nationale ni au Sénat. En revanche dans le programme du Front National de Marine Le Pen, à travers des formes nouvelles dans des circonstances différentes, on peut constater un retour du fascisme de Mussolini, une sorte de post-fascisme ou de néofascisme.

Qu'un parti néofasciste, même s'il refuse de se définir comme tel, soit devenu l'un des premiers partis politiques en France n'est pas anodin et ne saurait être considéré comme un simple phénomène du jeu politique ordinaire. La question est brutale : quelles forces économiques, sociales et politiques peuvent-elles engendrer un tel parti dans la France contemporaine ?

Les chemins du libéralisme

Rappelons quelques évidences...

En France, entre le XIIe et le XIXe siècle, le mode de production capitaliste fondé sur la confiscation d'une partie, de la force de travail des salariés par ceux qui possèdent la terre, les moyens de production, de commerce et de financement, succède très lentement au mode de production féodal. Dans le mode de production capitaliste, les salariés et les capitalistes se trouvent dans des rapports sociaux antagonistes. D'un côté, les capitalistes, pour accroître leur capital, n'ont pour but que la quête incessante et sans limites du profit. Ils forment le cœur, la partie active de la bourgeoisie. Outre les capitalistes, cette bourgeoisie compte les indépendants qui s'enrichissent directement ou indirectement par l'exploitation des salariés ainsi que les salariés les mieux payés utilisés pour organiser l'exploitation. De l'autre, la grande masse de la population – les classes populaires – ne s'enrichit pas et ne peut s'enrichir. C'est à ses dépens et aux dépens de la nature que la bourgeoisie capitaliste prospère.

Le libéralisme sert directement les intérêts immédiats de la bourgeoisie. C'est son idéologie naturelle. Historiquement, dans le combat contre la domination féodale, le libéralisme était porteur d'une émancipation fondée sur la reconnaissance et l'extension des droits individuels des personnes et des entreprises. Lorsque ce mouvement se heurte en France à la résistance de la noblesse terrienne, du clergé et de la monarchie au XVIIème et au XVIIIème siècle, le libéralisme entre dans la sphère politique. Le concept de lutte de classe de la bourgeoisie contre les classes de l'ancien régime est inventé pour analyser la

Révolution française par les historiens libéraux Guizot et Mignet. L'histoire du libéralisme français est un combat permanent pour conquérir le pouvoir d'État et le mettre au service du libéralisme économique. Le libéralisme économique est, par nature, anti étatique, contre l'intervention de l'État dans l'économie mais, paradoxalement, le libéralisme politique doit conquérir l'État pour permettre au libéralisme économique de s'épanouir.

La question de l'État est la contradiction majeure et insoluble du libéralisme.

La bourgeoisie en crise

Depuis 1968, les droits de douane entre les six membres de la Communauté Économique Européenne (CEE) sont totalement supprimés. Un tarif douanier commun est mis en place aux frontières extérieures de la CEE. Le projet de développement de l'Europe libérale fondée sur la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux est en plein essor. En 1974, sur fond de crise pétrolière, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la république inaugure une séquence faste pour les capitalistes. Le nouveau président, incarnation moderne du libéralisme, promet d'ouvrir la France à l'Europe et au monde, de la moderniser grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'invention puis la généralisation d'internet porte une promesse d'enrichissement rapide et généralisé comme l'a été l'apparition des chemins de fer au XIXe siècle. Mais les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel. Le taux de chômage passe en sept ans de 3% à 6% de la population active. La politique libérale ne parvient pas enrayer cette hausse et pour la première fois depuis la crise de 1929, les classes populaires sont, confrontées à un chômage exponentiel. La seule réponse du gouvernement sera l'arrêt de la politique d'immigration et la fermeture des frontières alors qu'il y a en France 3,9 millions d'immigrés.

Les accords de Schengen prévoyant la suppression progressive des frontières entre les États sont signés en 1985 et ils entrent en vigueur en 1995. Le traité de Maastricht signé en 1992 institue la Communauté Européenne et lance l'Union économique et monétaire. Entre 1999 et 2001, l'économie française est en période de transition du Franc à l'Euro. En usage dès [1999](#) pour les transactions financières européennes, l'Euro est mis en circulation le [1^{er} janvier 2002](#). Dès lors, le chômage ne descendra plus en dessous de la barre des 8%. L'Europe libérale a trahi ses promesses d'amélioration du sort des classes populaires. Devenu synonyme de chômage et de précarité, le projet de Communauté Européenne est maintenant mis au pilori.

En 2000, après l'euphorie spéculative, c'est l'explosion de la bulle internet. Le [krach](#) boursier des valeurs internet, s'étend à l'ensemble des bourses mondiales et provoque une [récession économique](#) de ce secteur et de l'économie en général. Aux États-Unis, les profits réalisés depuis 1995 par les milliers de sociétés du marché américain d'actions [NASDAQ](#) sont volatilisés par les pertes gigantesques de 2000-2001 (150 milliards de dollars). En France, l'explosion de la bulle Internet entraîne, et c'est un véritable coup de tonnerre, l'apparition de la précarité et du chômage parmi les salariés les mieux formés, les mieux payés, les cadres et les entrepreneurs les plus dynamiques.

L'éclatement de la bulle internet n'a pas débouché sur une crise économique généralisée. En 2008, la crise mondiale de surproduction de marchandises et de suraccumulation de capital est d'une toute autre ampleur touchant de plein fouet la bourgeoisie française, la fameuse « classe moyenne » chère aux politiques et aux éditorialistes. C'est la panique, le

saûve-qui-peut généralisé. Dans les associations d'anciens élèves des prestigieuses grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, les sanctuaires de la production de l'idéologie dominante, les services « Carrières et Entraide » deviennent la priorité absolue. Pour trouver du travail, des revenus conséquents et des impôts moins élevés qu'en France, une partie de la bourgeoisie est alors contrainte de s'exiler. Trois millions de français vivent à l'étranger. Ce sont principalement des cadres d'entreprise, des professions libérales et des indépendants.

Crise et contradictions

En France, trois millions de personnes dirigent une entreprise. Parmi ces 3 millions d'indépendants, la très grande majorité (2,8 millions) sont affiliés à un régime de protection sociale des travailleurs non-salariés. Ils sont entrepreneurs individuels, auto-entrepreneurs ou gérants majoritaires de sociétés. Ces entrepreneurs se différencient des autres travailleurs par l'absence de contrat de travail et de lien de subordination juridique à l'égard d'un donneur d'ordre. Les autres (168 000) ont un statut de salarié de leur entreprise : ils sont présidents ou directeurs généraux de sociétés anonymes, présidents de sociétés par actions simplifiées ou gérants minoritaires de sociétés.

Parmi les non salariés, 15% dirigent une exploitation agricole. Les autres sont maçons, électriciens, garagistes, pharmaciens, boulangers, vendeurs sur les marchés, chauffeurs de taxi, patrons de cafés-restaurants, moniteurs d'auto-école, coiffeurs, consultants en informatique, consultants, avocats, architectes, médecins, designers ou encore artistes. Commerçants, artisans ou professionnels libéraux, les activités qu'ils exercent sont extrêmement diverses, tout comme le bénéfice ou le revenu qu'ils en tirent. Leurs activités sont essentiellement franco-françaises, ils achètent, produisent et vendent principalement en France.

L'économie française est peu ouverte sur le monde. Les exportations représentent seulement 25% du produit intérieur brut (PIB) contre 50% du PIB pour l'Allemagne. Les exportations sont principalement réalisées par les grandes entreprises. En valeur, l'économie française repose pour l'essentiel sur un nombre restreint de 3000 entreprises, qui concentrent 52 % de la valeur ajoutée. Ce noyau dur réalise une valeur ajoutée de 510 milliards d'euros et près d'un quart du PIB français. Elles concentrent 83 % des exportations et 70 % de l'investissement. Les deux cents très grandes entreprises présentes en France réalisent à elles seules plus de 75% des exportations alors que les exportations sont marginales ou inexistantes pour la grande masse des PME, des artisans, des commerçants et des indépendants. Les non salariés exercent leurs activités dans des secteurs peu exposés à la concurrence internationale et en général dans des activités peu capitalistiques. A l'inverse, dans les secteurs d'avantage soumis à la concurrence internationale, les grandes entreprises prédominent, les investissements de départ sont élevés et les non salariés sont peu présents.

La crise actuelle touche donc prioritairement les non salariés, ceux qui achètent, produisent et vendent des marchandises à l'échelle locale, régionale ou nationale, les capitalistes dont l'activité est franco-française. Les capitalistes internationalisés, ceux qui contrôlent les grandes entreprises multinationales, achètent, produisent et vendent dans plusieurs pays, ont d'autres leviers pour augmenter les profits. Ils délocalisent dans des pays à faibles coûts de main d'œuvre les achats et la production. Ils vendent dans différents pays et réduisent leur dépendance à l'économie française.

Le libéralisme économique et politique est une idéologie fortement ancrée à droite depuis les années 1960 et à gauche depuis 1983. Depuis l'adoption de la charte libérale en 1965, les grands partis de droite et le syndicat des grandes entreprises (le CNPF) ont fait du libéralisme, leur idéologie officielle. Le MEDEF, successeur du CNPF et le quotidien *Les Échos*, appartenant au milliardaire Bernard Arnaud, propriétaire du groupe international de produits de luxe LVMH, se veulent aujourd'hui les premiers défenseurs du libéralisme. La bourgeoisie internationalisée, les actionnaires et les dirigeants des grandes entreprises multinationales n'ont d'ailleurs pas d'autre choix rationnel possible même si la crise environnementale, économique, sociale et politique peut parfois leur faire craindre le pire.

Ainsi, la crise mondiale a pour effet d'opposer les intérêts de la bourgeoisie franco-française et ceux de la bourgeoisie française internationalisée. L'accroissement des profits de la bourgeoisie internationalisée dépend de la libre circulation mondiale des marchandises, des personnes et des capitaux. L'Europe libérale, le libéralisme et le libre-échange sont pour elle les meilleures réponses à la crise. Inversement, les intérêts de la bourgeoisie franco-française sont de plus en plus menacés par la mondialisation libérale. La bourgeoisie franco-française, face à ses contradictions, prise au piège du libéralisme, s'enfoncé dans une crise existentielle et le ressentiment. Non seulement l'Europe n'a pas tenu ses promesses d'enrichissement pour tous – tant pis pour les classes populaires ! – mais l'Europe libérale est maintenant vécue par la bourgeoisie comme une concurrence déloyale symbolisée par le « plombier polonais ».

Pour les classes populaires, les étrangers d'ici et d'ailleurs, sont présentés dans les discours politiques et dans les médias comme la cause de tous leurs problèmes : bas salaires, chômage endémique, manque de logement, prestations sociales en baisse constante, retraites insuffisantes, impôts trop élevés, délinquance, etc. La précarité et le chômage ne viendraient pas des patrons qui les exploitent mais de la concurrence des salariés et des patrons étrangers !

Pour les patrons français, victimes d'une concurrence toujours plus féroce, les discours institutionnels sont identiques : leurs problèmes ne viennent pas des autres patrons français mais des salariés et des patrons étrangers. A la multiplication des peurs, de la précarité, du chômage, de l'exclusion, de la rue, des épidémies, des migrants, de l'islam radical et du terrorisme vient s'ajouter la peur panique du déclassement social. Rien ne paraît pire pour la petite bourgeoisie laborieuse que de perdre sa supériorité sociale et de tomber ou de retomber parmi les classes populaires.

Dès lors, au nom de l'identité nationale, du patriotisme ou du souverainisme, les salariés Français sont alors sommés de collaborer avec leurs patrons puisqu'au bout du compte – objectivement, victimes des mêmes étrangers -, ils partagent les mêmes intérêts.^[1]

Même si elle est aujourd'hui plus hétérogène qu'à l'époque de Marx, la bourgeoisie prise dans son ensemble est bien une classe sociale. Mais si la lutte des classes est un des moteurs de l'histoire, elle n'est pas pour autant la lutte entre deux blocs homogènes. Les contradictions au sein des classes dominantes peuvent devenir violentes et jouer un rôle historique décisif. Dans son livre sur la Révolution française, Karl Kautsky (*théoricien marxiste Allemand*) montre que lors du vote par tête aux États généraux de 1789, les contradictions internes à la noblesse, entre la petite noblesse et la haute noblesse ; les contradictions internes au clergé, entre le bas clergé et le haut clergé ont été déterminantes dans le déclenchement de la Révolution. De nos jours, sous l'effet de la crise mondiale, ce qui oppose les défenseurs des intérêts nationaux de la bourgeoisie et ceux qui protègent ses intérêts internationalisés débouche en France sur une véritable lutte de

Loin de remettre en cause la logique même du mode de production capitaliste – véritable cause de ses malheurs – la bourgeoisie franco-française tente désespérément de stigmatiser des boucs-émissaires : le libéralisme de droite, le libéralisme de gauche ; les élites, l'oligarchie, les riches, les 1% ; l'Allemagne, la Grèce, l'Europe, les États-Unis ; les étrangers, les migrants ; le dumping social et fiscal, les gouvernements successifs qui ne résolvent pas leurs problèmes, les 35 heures et les RTT, les salariés des classes populaires qui d'après eux « ne foutent rien » alors qu'eux « font marcher l'économie »...

Au-delà de la diversité des réponses, on peut constater qu'une part croissante de la bourgeoisie franco-française, prenant acte de l'échec du libéralisme à résoudre concrètement ses problèmes, se jette avec passion dans les bras du nationalisme dont le Front National s'est auto-proclamé porte drapeau. Contrairement à la propagande médiatique, le parti de Marine Le Pen n'est un parti « populaire » que dans les discours, en réalité c'est le parti de cette bourgeoisie franco-française dépossédée de ses privilèges où se retrouvent des patrons d'entreprises petites ou moyennes, des cadres, des commerçants et des représentants des professions libérales comme l'avocat Gilbert Collard.

Le charme discret du nationalisme

Le nationalisme – comme le libéralisme – est une idéologie de la bourgeoisie. Marx et Engels écrivaient, à juste titre, que les prolétaires n'avaient pas de patrie même si aujourd'hui tout est fait pour leur faire croire le contraire. Il entretient l'illusion que salariés et patrons appartiennent de fait à la même communauté nationale – la France avec un grand F – ; que leurs problèmes sont communs ; qu'ils viennent d'ailleurs, de l'étranger. À l'antagonisme fondamental entre salariés et patrons, le nationalisme substitue la rivalité, voire la guerre économique, entre étrangers et Français. Il se nourrit d'ennemis extérieurs et d'ennemis intérieurs.

Le libéralisme prétend à la rationalité ; le nationalisme repose sur le sentiment intime d'appartenance protectrice à une communauté. Avant d'exister objectivement, les communautés sont imaginées par ceux qui en font partie. Comme toute invention humaine, les communautés naissent et meurent dans un environnement lui-même en transformation. Dans certaines circonstances, la frontière entre « nous » et « eux » peut être perçue comme une menace pour « nous ». Ceux qui étaient simplement « autres » deviennent soudain des ennemis réels ou imaginaires.

Toute communauté présente deux faces. La face interne chaleureuse et positive – le « nous » – qui valorise les points communs entre heureux élus et la face externe, froide, par définition négative – « eux » – fondée sur l'identification et le rejet de ceux qui n'appartiennent pas à la communauté. Le nationalisme consiste à faire de la notion de communauté nationale le cadre explicatif de ce qui va bien et de ce qui va mal, des causes et des conséquences, du passé et de l'avenir. Face à l'échec du libéralisme, le nationalisme offre une idéologie de rechange à la bourgeoisie en quête d'une traduction politique de ses craintes et de ses attentes. Son cri de ralliement sera désormais « Acheter français, produire français et vendre français » tandis que l'on chantera dans des réunions politiques ou dans la rue : « On est chez nous ! ».

Le nationalisme apparaît pour la première fois en Amérique du Nord comme une idéologie de libération de l'oppression coloniale exercée par l'empire britannique puis ensuite en Amérique latine comme une idéologie de libération de l'empire espagnol. La bourgeoisie locale est le fer de lance de ces luttes de décolonisation menées sous la bannière du nationalisme. En Europe, contrairement aux Amériques, la montée en puissance de la bourgeoisie se heurte à l'aristocratie qui tire sa puissance de la propriété terrienne et du rôle central de l'agriculture dans l'économie.

C'est seulement à la fin du XIXème siècle que le nationalisme se développe en Europe lorsque la bourgeoisie se débarrasse progressivement de la domination de l'aristocratie issue de l'ancien mode de production féodal. Le premier parti politique nationaliste en France, l'Action française, créé en 1898, possède encore un caractère hybride entre bourgeoisie et aristocratie. La doctrine de l'Action française combine le nationalisme intégral avec le royalisme visant à rétablir une monarchie héréditaire.

Dans les années 1960, le nationalisme recule en France, au fur et à mesure de la montée du libéralisme et du socialisme en plein essor. Après Mai 1968, le nationalisme affaibli tente de regrouper ses forces. Le mouvement Ordre Nouveau créé en 1969 rejoint le Front National de Jean-Marie Le Pen fondé en 1972. Il ne remporte que 1,33% des suffrages exprimés aux élections législatives de mars 1973. Lorsque le 21 juin 1973 le mouvement Ordre Nouveau organise un meeting à la Mutualité dans laquelle il réclame l'arrêt total de l'immigration pendant un an, le service d'ordre de la Ligue Communiste organise une contre-manifestation violente : plus de 70 blessés parmi les forces de l'ordre. Ordre Nouveau et la Ligue Communiste sont dissoutes. La manifestation était spectaculaire mais elle met paradoxalement en lumière la marginalité politique du nationalisme et du gauchisme malgré un noyau solide de militants aguerris.

Quelques vingt ans plus tard, en 1995, François Mitterrand, dans son dernier discours au parlement européen de Strasbourg rappelle qu'il est né pendant la première guerre mondiale puis qu'il a été prisonnier pendant la deuxième. Il affirme à juste titre : « Le nationalisme, c'est la guerre ! ». Déclaration applaudie aussi bien par la droite que par la gauche française et européenne. Peu de commentateurs remarquent alors que cette condamnation du nationalisme par François Mitterrand cache, en réalité, son abandon du socialisme au profit d'un libéralisme soi-disant social.

Waterloo et Weimar

À l'instar de Napoléon gardant les yeux fixés sur Wellington à la bataille de Waterloo, les successeurs de François Mitterrand sont obsédés par le libéralisme qu'il leur a laissé comme héritage économique et politique. Cette obsession du libéralisme, massivement entretenue par les médias (dont 95% sont la propriété de huit milliardaires), les rend aveugles, sourds et muets devant la montée en puissance du fascisme ou, si l'on préfère, d'un néofascisme incarné par Marine Le Pen et le Front National.

Le Front National de Jean-Marie Le Pen était nationaliste, xénophobe, raciste et antisémite mais il n'était pas fasciste : il était contre l'État. Or Mussolini fondait le fascisme sur une vision étatiste totalitaire : « Tout pour l'État, rien en dehors de l'État ».

Depuis 2011, au prix d'une spectaculaire volte-face, le programme du Front National défend désormais l'idée d'un État fort, anti-libéral sans pour autant s'attaquer à la propriété

privée. Réalisant la symbiose du nationalisme et de l'étatisme, il promet en outre une politique sociale énergique ; ce qui peut expliquer son grand pouvoir d'attraction sur des hommes et des femmes venant de la gauche, y compris la plus radicale. Hier c'était Marcel Déat et Jacques Doriot, aujourd'hui ce sont Fabien Engelmann en Moselle, Aurélien Legrand à Paris et tant d'autres militants de la gauche syndicale et politique qui rejoignent le Front National. De tels parcours étaient impensables à la grande époque de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui ce ne sont ni des anomalies ni des aberrations mais les preuves concrètes d'une adhésion réfléchie au tournant fasciste du Front National.

Incapables d'offrir des réponses crédibles à la crise économique, sociale, écologique et politique, François Hollande et ceux qui le soutiennent depuis 2012, sont dans une situation comparable à celle du gouvernement socialiste de la République de Weimar en Allemagne avant l'arrivée au pouvoir de Hitler. Au fur et à mesure du discrédit de l'Europe libérale, anti-sociale, anti-démocratique et de l'impopularité croissante du libéralisme soit disant « socialiste » qu'ils veulent incarner, ils assistent, stupéfaits, hésitants et bravaches, à la montée du Front National. Au lieu d'engager le combat contre ce néofascisme, Manuel Valls et François Hollande – dans un jeu mortifère qu'ils sont sûrs de perdre ! – tentent de reprendre à leur compte l'exaltation du patriotisme, du souverainisme et du nationalisme au nom de l'argument fallacieux qu'on ne peut pas laisser le drapeau bleu blanc rouge au Front National !

Par nature, le fascisme est l'ennemi de la démocratie. Contrairement à ce que disent et font messieurs Hollande et Sarkozy et leurs feudataires, lutter véritablement contre lui signifie s'attaquer prioritairement au patriotisme, au souverainisme (qu'il ne faut pas confondre avec la souveraineté) et au nationalisme.

Lutter véritablement contre le fascisme c'est redéfinir le rôle de l'État au service des classes populaires. La redistribution par l'État a fait de la France un des pays les plus égalitaires en matière de revenus après redistribution alors que la France est un des pays les plus inégalitaires, aussi inégalitaire que le Brésil, avant redistribution. Au lieu de servir de cache-misère, l'argent de l'État est à engager pour la réduction des inégalités et la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. L'inégalité des patrimoines est une des plus criante. En quelques années pour faire partie des 500 plus grandes fortunes de France, la barre est passée de 50 à 100 millions d'Euros. Au lieu de tartariner : « Mon ennemi, c'est la finance », l'urgence est d'engager la lutte non pas pour la nationalisation mais pour la socialisation sous contrôle populaire des grandes entreprises.

Lutter véritablement contre le fascisme c'est s'attaquer au chômage et à la précarité en augmentant les salaires, en partageant les emplois et rendant aux services publics la place qui doit être la leur. C'est, en reprenant le combat historique de la classe ouvrière, abaisser la durée légale du travail à 32 heures comme le réclame la CGT. C'est mettre fin à l'absence de démocratie dans le fonctionnement des entreprises. C'est mettre en place des programmes de lutte réelle contre la pénibilité pour mettre fin à l'inégalité de durée de vie de 7 ans entre les ouvriers et les cadres supérieurs.

La mue du Front National de l'extrême droite vers un néofascisme performant reçoit le soutien d'une partie croissante de la bourgeoisie franco-française et d'une partie des classes populaires. Le retour du fascisme dans la France contemporaine est une réalité et son arrivée au pouvoir devient une hypothèse crédible. Dans la « Résistible ascension d'Arturo Ui », Berthold Brecht écrivait cette phrase devenue célèbre : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde.* ». Elle est plus que jamais d'actualité quand,

A lire : un extrait de "Le fascisme" (présenté par Gérard

<https://www.contretemps.eu>

Mordillat)

redaction

partout dans le monde, on voit s'exprimer un désir morbide de fascisme (voire de nazisme) et que les droits de l'homme sont quotidiennement brocardés comme obsolètes, passésistes, désuets.

Aujourd'hui peu de gens sont prêts à croire que le Front National menace la démocratie, pas plus que les Grecs étaient prêts à prendre au sérieux les prophéties de Cassandre qui, pourtant, se sont toutes révélées exactes. La menace fasciste est d'autant plus mortelle que le loup se déguise en agneau comme Mussolini et Hitler ont su le faire avant de prendre le pouvoir.

Hélène Marchal & Gérard Mordillat

Notes

[1] http://www.frontnational.com/telecharger/affiches/AFFICHE_UNIS_WEB.pdf